



JEAN-LOUIS BESSIS ET
GUY SITBON
AVEC LES POLICIERS
ET UNE RÉUNION À CANAL-5
Trente-deux agents de
publicité ont appelé

Il a décidé d'acheter un émetteur immédiatement. L'usine est à Orvieto. Le professeur Fumi m'attend. Il faut discuter le prix, les conditions de livraison, l'adaptation des appareils au système Sécam. Mal réveillé, j'essaie de me défendre. J'ai quatre rendez-vous aujourd'hui, je dois remettre un article mardi. Pas question de résister. « Ton avion est à onze heures et demie. »

Quelques heures plus tard, au sommet d'une montagne, je m'attarde devant un bijou unique : la cathédrale d'Orvieto. A cent mètres de l'église, un palazzo du XIII^e siècle, déserté par les duchesses, les laquais et les valets. A leur place, des ingénieurs silencieux devant des écrans tout aussi muets. C'est l'usine d'Itelco.

Le professeur Fumi, de vieille noblesse, me reçoit dans un bureau un peu moins beau et un peu plus petit que la place de la Concorde. Le professeur connaît Paris : il a vendu des émetteurs à la plupart des radios libres. En télé, il équipe la R.A.I. (télé d'Etat italienne) et des tas de chaînes privées. Il est formel : « Avec l'émetteur que je vous vends, vous couvrirez Paris et la proche banlieue parisienne aussi bien que les télé d'Etat. Evidemment, vous avez un système bizarre en France avec votre Sécam. Ne vous en faites pas, dans une semaine je vous adapterai le matériel très vite.

— Le prix ?

— Il n'y a rien à discuter, c'est soixante et onze millions. Pas une lire de moins. Votre vrai problème, ce n'est pas l'émetteur mais l'antenne. »

Le professeur tire un rideau de velours pendu contre le mur. Au tableau, il dessine une carte de Paris, qu'il connaît par cœur. Ici Montmartre, ici Meudon, ici la tour Eiffel. « Les antennes des récepteurs télé, m'explique le professeur, sont toutes orientées sur le lieu d'émission. Comme presque tous les Parisiens reçoivent le service public à partir de la tour Eiffel, vous êtes obligé de vous installer à la tour Eiffel. Ou alors ici, à Meudon, à la rigueur à Saint-Cloud, nulle part ailleurs. »

Accompagné de Tony Arno, le représentant d'Itelco, je saute à Milan. Dans un hangar, des ingénieurs, des écrans : c'est l'usine d'antennes. Dix-sept millions de lires, facilités de paiement. Je discute. « Vous trouverez difficilement du matériel moins cher. A Vienne, récemment, nous étions en concurrence sur un gros marché avec une compagnie française, la Thomison. Les Français étaient six fois plus chers que nous. »

Les jeunes ingénieurs italiens se tordent de rire au souvenir de cette histoire. Moi, je suis un peu

triste. Je me dis que si en France nous avions des centaines de stations de télévision comme en Italie, comme dans tous les pays modernes, nous aurions aussi des dizaines de petites usines comme ici, nous ne serions pas ridicules devant ces paysans qu'étaient les Italiens il y a quelques années et qui, aujourd'hui, se moquent du sous-développement de nos industries.

Retour à Paris. Quelques semaines plus tard, Bessis déniche sa tour Eiffel : le trente-deuxième étage du Flatotel. Les équipes de production se mettent en place. Négociation avec une agence de publicité proche de Séguéla. Les publicitaires sont très excités. Ils garantissent l'argent si Canal-5 réussit à se faire bien capter. Bercoff vient faire don de sa personne, ses idées et son talent. José et Jean-Marc dirigent la technique. Bernard, Françoise, Christiane (mieux vaut ne pas citer de noms, ils travaillent tous à la télé d'Etat) mettent leur expérience à la disposition de Canal-5. Nous étions dix le premier jour, deux mois plus tard on pouvait compter plus de deux cents bénévoles dispersés dans tout Paris.

INTERDIT PAR FILLIOUD

Pendant ce temps, Bessis fait tout pour obtenir, comme le prévoit la loi, comme Canal-Plus, une concession. Le ministre ne répond même pas à la requête officielle. Les deux cents fous de télé s'en foutent. Ils ont un émetteur, un studio. On essaie de les retenir. « Patientez, la réponse va peut-être arriver, la loi repasse bientôt devant le parlement. » Les fous ne veulent rien entendre. Bessis découvre que l'opération désormais lui échappe. Les bénévoles décident : c'est fini, on ne peut plus attendre, on commence lundi 18. Bessis repousse à mardi. Puis à mercredi. A 18 heures, les larmes aux yeux, il laisse tomber : « O.K., on y va. »

19 h 30 : le commissaire et ses six adjoints débarquent. Ils tombent au milieu d'une foule de chanteurs, de clowns maquillés, de vedettes égarées : « J'envoie le générique à la fin du clip, crie José de la régie. Tout Paris nous reçoit cinq sur cinq. »

Les flics sont éberlués. Ils enregistrent les déclarations de Jean-Louis. Ils n'exigent pas que nous cessions les émissions. Les musiciens, les techniciens, les journalistes les acclament. A 3 heures du matin, on passe un film de W.C. Fields. Un téléspectateur insomniaque nous appelle pour dire : « J'ai l'impression de vivre en Amérique. » Le matin, des clips, des informations au petit déjeuner. Trente-deux agents de publicité appellent. On fait nos comptes. Canal-5 équilibre et même gagne de l'argent dès le premier jour. Le pari est gagné. Une quatrième chaîne existe. Demain une cinquième, bientôt douze.

A 14 heures, le commissaire revient avec des ouvriers. Il ne sourit plus. Un ouvrier coupe le câble. Canal-5 s'éteint. Georges Fillioud a condamné Canal-5 et l'a exécuté.

« Pas du tout, s'indigne le chef de la technique, Canal-5 revivra bientôt. » « Je continue à engranger les programmes, annonce le chef de production. Canal-5 et ses cent petits frères reflleuriront bientôt sur les écrans. C'est Mitterrand et la gauche qui nous apporteront cette liberté. »

G.S.